



## **Le retrait de Gaza**

### **Vers la réconciliation Israélo-palestinienne, la troisième Intifada ou des différends Intra-palestiniens ?**

Hall GARDNER\*

**L**e retrait fragmentaire et unilatéral israélien de la bande de Gaza souleva la question liée à la capacité des deux parties à mettre fin au conflit sans l'intermédiation directe et active de la diplomatie du Quartet (ONU, USA, UE et Russie). En même temps, car ce sont les Etats-Unis qui ont la plus grande influence sur Israël, il appartient réellement à Washington à imposer entièrement la feuille de route de la paix et à œuvrer davantage pour bousculer Israël, et non seulement les Palestiniens, pour la réconciliation, et à presser les parties pour une solution pacifique en Cisjordanie et à Jérusalem en veillant à impliquer un déploiement de forces multinationales OTAN-UE de maintien de la paix.

Pour cela, les Etats-Unis sont appelés à jouer un rôle actif dans le processus de paix et s'engager à diriger une action multilatérale, opposée à sa non-stratégie actuelle consistant essentiellement à suivre l' « exemple » israélien mettant hors-jeu l'ONU, l'UE et la Russie. La médiation multilatérale peut s'avérer la seule voie pour les Israéliens et les Palestiniens de réaliser que la logique de l'Ancien Testament et du Coran « œil pour œil » rend aveugle tout le monde pour paraphraser le Mahatma Gandhi, et Washington doit se rendre compte qu'un règlement israélo-palestinien représenterait une étape diplomatique essentielle dans le déroulement de la « guerre contre le terrorisme » même si cela ne mettrait pas entièrement fin au terrorisme.

Dans une action qui a enclenché des représailles rapides d'Israël, Hamas a lancé des roquettes sur Israël, après avoir accusé cette dernière d'être

derrière l'explosion qui a causé la mort de 14 personnes durant un rassemblement à Gaza le 23 septembre 2005, une explosion probablement provoquée par accident selon d'autres sources palestiniennes. Après que Hamas ait tiré ses roquettes en Israël à partir du territoire nouvellement indépendant de Gaza, Israël s'est engagé dans une campagne de représailles, attaques aériennes, assassinats ciblés et l'arrestation d'environ 441 personnes suspectés d'être membres du Hamas ou de la Jihad islamique en Cisjordanie. Ces événements ont alors été suivis des affrontements début octobre entre la police de l'Autorité Palestinienne et des éléments pro-Hamas. Il s'avère par conséquent qu'un nouveau cycle de terreur et de contre terreur venait de s'installer - c'est-à-dire, si des factions militantes rivales des deux côtés ne peuvent pas être maîtrisés et maintenir le cessez-le-feu promis.

## **Le retrait de Gaza**

La décision d'Israël de retirer unilatéralement de Gaza a par conséquent ouvert la discussion de savoir si son retrait progressif préparera le terrain à un large accord de paix incluant la Cisjordanie et Jérusalem, ou si ce retrait exacerbera plus tard les tensions, engendrant probablement une « troisième Intifada. » Ce qui, cependant, apparaît de plus en plus plausible, c'est un scénario dans lequel les Palestiniens continueront, dans une ambiance de grandes tensions, à mener un combat politique au corps à corps entre eux, - avec Israël intervenant alors à volonté.

Le fait que le retrait israélien de Gaza vers la fin de l'été de 2005 n'avait pas été coordonné avec les Palestiniens, ou avec les puissances de Quartet (USA, EU, Russie et l'Onu) en tant que parties à un règlement diplomatique plus large, n'augure rien de bon pour l'avenir. Ici, un retrait israélien de Gaza, avec un transfert pacifique de biens principaux vers des groupes palestiniens ciblés (médecins, agriculteurs, éducateurs, et octroyer des logements aux nécessiteux et aux personnes âgées), avec l'aide de l'Onu ou des ONG, alors que l'armée israélienne tenait encore les commandes à Gaza, aurait été en fin de compte dans l'intérêt d'Israël, de la Palestine et international. Malheureusement, un retrait sous contrôle total ou partiel international n'a pas eu lieu. *Le manque de préparation pour l'avenir de Gaza (et finalement de la Cisjordanie) par un transfert planifié des biens aux Palestiniens risque*

*ainsi d'exacerber de nouveau le conflit israélo-palestinien — aussi bien qu'une intensification des rivalités factieuses intra-palestiniennes.*

À cet égard, américains et israéliens redoutent que Gaza devienne un foyer du radicalisme et de *djihad* panislamiques, et qu'*Al-Qaïda*, le *Hamas* ou d'autres groupes pourront facilement infiltrer la région, deviendra bien une prophétie qui s'accomplira. Hamas et d'autres groupes radicaux et de djihadiste anti-Israéliens avaient en fait tenté de crier « victoire » pour leur rôle dans le désengagement d'Israël, comme ce fût le cas du Hezbollah après le retrait israélien du sud Liban.

Le fait que l'autorité palestinienne ne pourra pas maintenir efficacement l'ordre à Gaza (ou dans d'autres secteurs) étant donné les limites de ses moyens et possibilités constitue un problème majeur. D'autres questions supplémentaires concernant la construction controversée du mur de séparation en Cisjordanie (jugée « contraire au droit international » par la Cour de Justice internationale), la poursuite de l'occupation militaire israélienne dans la majorité des villes de la Cisjordanie; et l'incapacité de l'autorité palestinienne de s'approvisionner en armes à cause des restrictions israéliennes, continuent à affaiblir l'autorité palestinienne face aux factions dissidentes.

Le fait qu'Israël contrôle les approvisionnements en eau, gaz, carburant et électricité et qu'il garde encore la main haute sur les airs et la mer, aussi bien que sur toutes les décisions concernant l'exploitation de n'importe quel futur port ou aéroport, continuera à nourrir des tensions. Comme l'a formulé Marwan Bishara, « le redéploiement stratégique d'Israël autour de la bande hostile et de son contrôle total des ports et des points de passage de Gaza lui permet, à la volonté, de transformer cette aire en une grande prison. » L'autorité palestinienne aura donc besoin d'aborder cette question du contrôle israélien des ports et des points de passage de Gaza pour qu'un Etat palestinien puisse devenir politiquement et économiquement viable, et pour qu'un tel Etat puisse être considéré comme légitime aux yeux des Palestiniens et de la communauté internationale.

Comme précédemment mentionné, l'autorité palestinienne n'avait pas pu empêcher Hamas de lancer des roquettes à partir de Gaza, ayant entraîné

des repréailles israéliennes rapides. L'autorité palestinienne sera, pareillement, amené sous la contrainte de loger et de soulager les citoyens de la pauvreté. Hamas a gagné le soutien populaire précisément parce que près de 90 % de son activité se situent dans les champs du bien-être social et des activités éducatives et culturelles. Alors que l'autorité palestinienne est perçue comme ayant failli dans ce domaine, Hamas a pu améliorer sa popularité grâce aux services rendus à la communauté. (environ le quart de la main d'œuvre palestinienne est sans emploi et près de 47 % des 3,7 millions des palestiniens des territoires occupés vivent au-dessous du seuil officiel de pauvreté, avec à peine deux dollars par jour.)

Exacerbant les tensions entre les factions palestiniennes rivales, l'autorité palestinienne a en outre refusé de céder le contrôle et la prise de décision en ce qui concerne la distribution de terres dans la bande de Gaza à une commission composée de toutes les factions palestiniennes, comme proposé par le Hamas, la Djihad islamique et d'autres groupes. Ces derniers groupes ainsi que des civils palestiniens réclament ces terres. Ceci a mené ces groupes à accuser l'autorité palestinienne de corruption en tentant de contrôler et de manipuler les valeurs immobilières et les capitaux. L'assassinat en septembre 2005 du chef de la sécurité, Moussa Arafat, considéré comme fortement corrompu, semble illustrer les rivalités inter palestiniennes. (en juillet, Mahmoud Abbas avait invité des groupes d'opposition, y compris le Hamas et la Djihad Islamique, à joindre son gouvernement, mais cette offre a été rejetée.)

Le Fatah, parti dirigeant, a cependant remporté les élections municipales tenues en Cisjordanie en septembre dernier en devançant le Hamas, malgré (ou en raison) des raids israéliens où 441 membres présumés du Hamas ou de la Djihad islamique ont été arrêtés. (Fatah avait obtenu 54% des voix et le Hamas 26%. Ce dernier a déclaré qu'Israël avait essayé d'ébranler sa capacité à participer, mais des porte-parole de ce mouvement affirment que les violentes actions israéliennes finiront par se retourner contre elle en renforçant la sympathie et le soutien des palestiniens au Hamas lors des prochaines élections législatives du 25 janvier 2006.)

Le retrait unilatéral d'Ariel Sharon de Gaza semble également susciter des espoirs pour un règlement pacifique en Cisjordanie. Ce retrait a

également menacé le leadership de Sharon dans le Likoud face à son rival Benjamin Netanyahu à l'issue d'un vote serré 51,3% et 47,6% de voix. (Ironie de l'histoire, c'est Sharon lui-même qui avait lancé l'idée de la construction de colonies dans les territoires palestiniens occupés !)

D'autre part, l'extension de nouvelles colonies en Cisjordanie montre qu'Israël n'a aucunement l'intention de se retirer entièrement de toutes les colonies. Durant les trois premiers mois de 2005, les constructions en Cisjordanie ont augmenté de 83%, alors qu'en Israël la construction de logement avait baissé de 25 %. Les Palestiniens affirment que plus de 30.000 unités de nouveaux logements sont programmés en Cisjordanie. Il s'avère ainsi qu'Israël entend bien conserver les principales colonies chevauchant les frontières de 1967 et ce dans les statuts de tout accord final.

Tout en projetant de se retirer de quelques colonies de moindre importance, Israël cherche ainsi à consolider certaines colonies importantes de Cisjordanie, tels que de Gush Etzion, Ma'ale Adumim et Binyamin, en érigeant un mur de séparation. Actuellement, l'infâme barrière de séparation inclut quelques 7 à 8 % du territoire de Cisjordanie, soit 15.000 Palestiniens (selon des sources israéliennes). Les opposants à la construction du mur soutiennent, cependant, que cette barrière enlèvera plus de terres aux palestiniens que ce que déclare Israël, et cela choquera davantage les Palestiniens. Ils argumentent qu'Israël exploitera la construction du mur pour exproprier jusqu'à 47 % des terres de Cisjordanie et ce au moyen de nouveaux systèmes d'autorisations et de restrictions du mouvement des civils palestiniens. Comme la construction de ce mur est achevée à près de 70% à Jérusalem, il ne manquera pas de créer les conditions d'un nouveau, et peut-être plus insidieux, système de « ségrégation » (apartheid) dans lequel les Palestiniens seraient séparés aussi bien d'Israël que de leurs propre terre.

La construction de ce mur soulève la question de savoir si ces terres seront un jour restituées aux Palestiniens, ou s'ils seront en fin de compte négociées dans le cadre de concessions mutuelles selon le principe de la « terre contre la paix. » Les problèmes de la Cisjordanie et de Jérusalem, en plus du « droit au retour », influenceront ainsi fortement le vote des populations palestiniennes aux élections de janvier 2006 en faveur du Fatah et du Hamas.

## Vers la médiation internationale et le maintien de la paix

Chercher un moyen d'arbitrer le conflit en cours entre les Israéliens et les Palestiniens représente une étape significative pour mettre fin au problème majeur qui continue à enflammer le mouvement panislamique. Le conflit israélo-palestinien, couplé au soutien américain à Israël, ne constitue pas le seul thème de propagande djihadiste et panislamique (d'autres causes incluent l'intervention US en Irak, ainsi que la situation au Cachemire, en Tchétchénie, en Arabie Saoudite, et la province musulmane Chinoise de Xinjiang); toutefois le problème palestinien représente encore la plus significative et la plus brûlante question qui continue à vicier les relations américaines et européennes avec le monde arabe et musulman. Le soutien américain à Israël détourne l'opinion arabo-islamique même la plus modérée des américains et des européens.

Le progrès dans l'instauration d'un accord de paix israélo-palestinien représenterait par conséquent une étape diplomatique importante dans la « guerre contre le terrorisme. » Il est donc crucial pour les Etats-Unis et l'Europe d'agir plus promptement et efficacement en faveur d'une résolution du conflit israélo-palestinien par le biais du Quartet, impliquant les USA, l'UE, la Russie et l'Onu. Le Quartet, avec la communauté internationale, doit agir sur Israël pour lui arracher un engagement clair en faveur de la feuille de route moribonde, de discuter la question de la Cisjordanie et de Jérusalem et d'autres questions plus ouvertement, de façon à empêcher la possibilité d'une « troisième Intifada » qui pourrait en outre radicaliser les opinions Arabes et Islamiques.

Le retrait unilatéral et partiel israélien de Gaza a, cependant, mis la communauté internationale dans l'embarras quant à savoir si le déploiement de forces internationales de maintien de la paix dans Gaza, et peut-être en Cisjordanie, serait positif et bénéfique. Ou est-ce que, au contraire, les forces internationales de maintien de la paix créeraient bien plus de tensions et de conflit, et aggraveraient par conséquent les tensions entre factions palestiniennes, et aussi bien avec Israël ? En même temps, avec les difficultés croissantes dont font face les Etats-Unis en ce qui concerne l'insurrection et

le « maintien de la paix » en Irak, posent la question de savoir si les USA sont vraiment préparés à s'engager dans une force de maintien de la paix internationale ? Et est-ce les Européens et d'autres Etats ainsi que l'Onu sont-ils disposés à bien mener un engagement de forces de maintien de la paix ?

Une force internationale de maintien de la paix constituée de troupes de l'OTAN, de l'UE et de la Russie - ayant l'aval d'Israël et de l'Autorité Palestinienne actuelle - constituera une force positive de stabilisation et pourra servir de force tampon de sorte à empêcher les actes incontrôlés de représailles des deux parties ne s'intensifient. Pour être politiquement et militairement efficace, une telle force de maintien de la paix, qui peut posséder un commandement commun Otan-UE, doit pouvoir coopérer avec toutes les factions palestiniennes, y compris Hamas, s'il accepte de déposer ses armes et d'agir comme un parti politique légal non-violent. Le déploiement des forces internationales de maintien de la paix ne peut avoir lieu qu'en tant qu'élément d'un cadre global pour un règlement israélo-palestinien de paix, y compris la Cisjordanie et Jérusalem. Une telle force aiderait à raffermir une coopération Israélo-Palestinienne étroite en matière de commerce, de main d'œuvre, de droit sur l'eau, de retour des réfugiés, ainsi qu'une gestion commune de Jérusalem.

Israël et l'autorité palestinienne peuvent conjointement déterminer la nature, les effectifs et la nationalité de ces forces de maintien de la paix. Ces troupes pourraient inclure des soldats américains, européens, russes, ou autres issus des Etats arabes ou islamiques, tels que la Turquie, ou des Etats de l'Asie centrale. L'Otan, l'Union Européenne et la Russie doivent alors garantir des assurances défensives croisées de sécurité à Israël et à la nouvelle Palestine indépendante et vis-à-vis de leurs voisins fortement instables et volatils, incluant la Syrie et l'Iran.

Le déploiement des forces internationales de maintien de la paix composé de l'Otan, UE et Russie en association avec des partenaires acceptés par les Israéliens et les Palestiniens, sous un mandat général de l'Onu, peut jouer un triple rôle :

– Les forces multinationales peuvent aider à mettre fin aux actes de terrorisme et de contre-terrorisme, protégeant les Palestiniens contre les

frappes aériennes et les incursions israéliennes tout en agissant à désarmer les milices palestiniennes;

– Les forces multinationales de maintien de la paix peuvent œuvrer à éliminer un des principaux conflits qui nourrissent la propagande panislamique et djihadiste contre la « guerre contre le terrorisme »;

– Les forces multinationales de maintien de la paix peuvent mieux protéger Israël et la Palestine nouvellement indépendante contre les menaces potentielles provoquées par la prolifération des armes de destruction massive - si cette question cruciale ne peut être résolue diplomatiquement avec l'Iran et d'autres Etats.

Une force multinationale de maintien de la paix menée par l'OTAN-UE au côté de la Russie et des partenaires, sous le mandat général de l'Onu, représenterait un pas audacieux et visionnaire en vue d'un règlement diplomatique de la « guerre contre le terrorisme » - un bond en avant vers la paix dans un Moyen-Orient instable. Évidemment, la question demeure si Washington a la volonté politique de mener une telle entreprise, après avoir gâché le capital et des ressources politiques significatives lors de son intervention impossible en Irak, et dont la présence militaire semble être perçue comme une « occupation » par un nombre croissant d'Irakiens.

Avant son intervention en Irak, Washington a cru conclure un marché avec Tel-Aviv: l'élimination de Saddam Hussein sera suivie d'un accord de paix Israélo-Palestinien. Mais, Etats-Unis n'ont pas semblé définir clairement quel genre de règlement. Deuxièmement, du moins au début, Israël, après l'intervention des USA en Irak, a semblé renoncer à toutes les promesses qu'il avait faites. Plutôt que de chercher activement une entente avec l'autorité palestinienne dirigée par Yasser Arafat, Ariel Sharon cibra simultanément les leaders de Hamas et d'autres djihadistes en plus des menaces proférées contre Arafat personnellement. (Ces actions semblent se répéter en ce qui concerne Hamas et la Djihad islamique après le retrait israélien de Gaza.) Troisièmement, ce n'est qu'après le décès subit de Arafat vers la fin de 2004 qu'Ariel Sharon se rapprocha, à contrecœur, de la nouvelle direction palestinienne de Mahmoud Abbas - et pas comme une réponse au changement de régime en Irak en 2003. En feignant négocier avec l'autorité

palestinienne, Israël a agi unilatéralement dans sa décision de se retirer de Gaza, plutôt que de coopérer avec l'autorité palestinienne ou avec le Quartet onusien. Plus encore, les Etats-Unis n'ont pas pleinement pressé Israël sur la question des colonies de Cisjordanie mais ont généralement adopté la ligne israélienne que c'est l'autorité palestinienne (indépendamment de ses capacités limitées) qui doit en premier sévir contre les activités terroristes, avant qu'Israël ne fasse plus de « concessions. »

Il est temps, cependant, que Washington réaffirme son autorité sur Israël pour qu'il accepte de coopérer avec l'Onu, UE et la Russie, ainsi qu'avec l'autorité palestinienne - si Washington veut vraiment éteindre un des feux qui nourrit le djihadisme et le terrorisme panislamique. Cependant, la décision de l'administration Bush d'intervenir en Irak - avant d'œuvrer pour une solution juste du conflit Israélo-palestinien - peut bien avoir suréteint la volonté politique des USA, ainsi que ses ressources économiques et militaires à l'embourber par conséquent. Il est, ironiquement, difficile pour Washington de sortir d'Irak, mais il lui est aussi difficile de s'engager sincèrement au Moyen-Orient ou d'autres régions. Cette possibilité semble particulièrement plausible à la suite d'une série de désastres associés à une économie fortement endettée et un sentiment généralisé de la population américaine que l'administration de Bush est trop occupée par des événements extérieurs et ne prête pas assez d'attention aux questions touchant directement l'Américain moyen.

Si les USA doivent redonner un sens à l'expression « leadership du monde » dont les néo-conservateurs de l'administration de Bush se sont ouvertement targué en premier, alors Washington devra prendre le réel leadership en forgeant un accord Israélo-palestinien - comme une étape diplomatique multilatérale majeure dans la longue « guerre contre le terrorisme. »

\* Hall GARDNER est Professeur et directeur des Etudes Internationales à l'Université américaine de Paris



